



Commission économique pour l'EuropeComité directeur des capacités
et des normes commerciales**Groupe de travail des normes de qualité
des produits agricoles**Consultations virtuelles informelles
Genève, 16 et 17 novembre 2020**Note de la Présidente sur les consultations virtuelles
informelles du Groupe de travail des normes
de qualité des produits agricoles****I. Introduction**

1. Le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles a tenu des consultations virtuelles informelles les 16 et 17 novembre 2020.
2. La réunion était présidée par M^{me} Agnieszka Sudol, Présidente du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7).
3. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés de la Commission économique pour l'Europe (CEE), Mika Vepsäläinen, a souhaité la bienvenue aux représentants qui participaient aux consultations virtuelles informelles. Il a remercié tous les intervenants et le secrétariat pour l'organisation de la table ronde « Food for Partnerships – Sustainable, Resilient and Climate-proof Food Supply Chains » (Alimenter les partenariats – des chaînes d'approvisionnement durables, résilientes et à l'épreuve du climat), le 16 novembre 2020, qui a mis en évidence la complexité du problème que constituent les pertes alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de l'exploitation agricole à la table des consommateurs. Les débats avaient montré que les stratégies de réduction des pertes et du gaspillage alimentaires exigeaient une collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé. M. Vepsäläinen a expliqué comment FeedUP@UN pourrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et a encouragé les délégations à informer leurs partenaires nationaux des essais et de l'utilisation pilote de l'outil.
4. M. Vepsäläinen a remercié toutes les délégations pour l'appui qui était apporté aux travaux de la CEE en ces temps difficiles et a félicité les sections spécialisées du Groupe de travail pour ce qu'elles avaient accompli en 2020. Toutes les sessions avaient eu lieu, des normes et des guides avaient été révisés et adoptés, et de nouvelles questions avaient été examinées.
5. L'intervenant a également informé les délégations que la CEE s'était jointe à la coalition thématique des Nations Unies sur les systèmes alimentaires durables afin d'appuyer les équipes de pays et les coordonnateurs résidents de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pendant cette crise et les phases de relèvement. Des discussions étaient en cours sur la manière dont la CEE, par l'intermédiaire de la coalition thématique des Nations Unies,



pourrait contribuer au Sommet mondial des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021. Si, aujourd'hui, la priorité était d'améliorer la gestion des crises et d'agir plus résolument pour pérenniser la reprise et la résilience, à plus long terme il serait nécessaire d'intégrer la mise en place de systèmes alimentaires durables dans toutes leurs dimensions (économique, sociale et environnementale) dans les programmes d'action alimentaires nationaux et internationaux.

II. Participation

6. Des représentants des pays suivants ont participé à la réunion : Allemagne, Autriche, Bélarus, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Kenya, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tanzanie, Thaïlande, Turquie.

7. Les organisations internationales, institutions spécialisées et programmes suivants ont participé aux consultations : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Chambre de commerce internationale (CCI), Bureau des technologies de l'information et des communications (OICT), SDG Lab, Secrétariat du Commonwealth, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Inde, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Ouzbékistan, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Coordonnateur résident de l'ONU en Géorgie.

8. La Commission européenne était également représentée.

9. Des représentants des organisations invitées à participer en qualité d'observateurs, des organisations non gouvernementales, des associations, des établissements universitaires et des groupes du secteur privé suivants ont participé à la réunion : Association des instituts de commercialisation des produits alimentaires de l'Asie et du Pacifique (AFMA), Agro Commerce Group Co. Ltd, Agromart Compagny (Ouzbékistan), Agronomics (États-Unis d'Amérique), COLEACP (Comité de liaison pour la promotion des fruits tropicaux et des légumes de contre-saison originaires des États ACP), Confederazione Nazionale Coldiretti (COPA), Collaborating Centre on Sustainable Consumption and Production CSP (Géorgie), Organisation européenne des propriétaires terriens (ELO), Estonian Food Bank, European Dairy Association, European Food Banks Federation, Federal University of Goiás, School of Veterinary Medicine and Animal Science/Food Research Center (Brésil), FoodCloud (Irlande), Fresh Produce Center (Pays-Bas), Fresh Produce Consortium of Kenya, Freshfel Europe, FruitCon BV (Pays-Bas), FruitVegetablesEUROPE (EUCOFEL), Hilfswerk International, HSE University (Fédération de Russie), Hubino (Inde), Interfel, Office international de la viande, Invisible Foods (Allemagne), iWise Group (Singapour), Knärzje GmbH (Allemagne), Louis Moda Co.,Ltd., NawaChiOne Knowledge Center (Thaïlande), Olanga (Suisse), Politecnico di Milano (Italie), Rettergut (Allemagne), i-REXFO (Italie), SMEunited, The Ketchup Project (Pays-Bas), Thünen Institute of Market Analysis (Allemagne), University of Bologna (Italie), Université de Genève (Suisse), University of Hohenheim (Allemagne), V.Besana S.p.A (Italie), Vlaamse Overheid Belgium, Yesilist (Turquie).

III. Adoption de l'ordre du jour

10. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire.

IV. Faits notables survenus depuis la dernière session

a) Organisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Europe et organes subsidiaires

11. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés a communiqué des informations aux représentants concernant les consultations virtuelles informelles du Comité directeur des capacités et des normes commerciales, qui avaient eu lieu le 29 juin 2020. Il a expliqué que, conformément aux dispositions spéciales appliquées pendant la pandémie de COVID-19, toutes les recommandations de décisions essentielles pour le déroulement des travaux qui résulteraient des consultations informelles seraient soumises à une procédure d'approbation tacite par les missions permanentes basées à Genève. Dans le cas des consultations virtuelles informelles du WP.7, la seule décision essentielle pour les travaux du Groupe de travail serait le résultat de l'élection du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) du WP.7. Toutes les décisions (normes et programme de travail) étaient adoptées dans le cadre d'une procédure d'approbation intersessions, conformément aux dispositions prévues au paragraphe 19 des Méthodes de travail du WP.7.

12. L'intervenant a également souligné qu'à sa session de 2021, la Commission économique pour l'Europe mettrait l'accent sur l'économie circulaire et la gestion durable des ressources naturelles, et a invité les délégations à envoyer leurs contributions.

b) Faits récents survenus dans d'autres organisations

13. Le représentant du Groupe de travail de l'Asie centrale a informé les représentants des réunions en ligne que les groupes de travail techniques nationaux avaient eues en 2020 avec des représentants d'organismes publics, d'organisations non gouvernementales et du secteur des affaires du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Le Groupe de travail avait préparé et examiné de nombreux documents techniques et visuels utilisés pendant les formations et les inspections sur la qualité des produits agricoles aux niveaux de la production primaire et de la transformation.

V. Développement durable, systèmes alimentaires et économie circulaire

Effets de la pandémie de COVID-19

14. La délégation belge a fait le point sur l'état du marché pendant la première période de confinement due à la COVID-19 et pendant la période en cours, relevant les effets négatifs immédiats de la pandémie sur les prix, les formalités au passage des frontières, les exportations et les importations, la logistique et la disponibilité de la main-d'œuvre. Le secteur de la production et le secteur commercial ainsi que les organisations de producteurs cherchaient activement des solutions. Le groupe et le secteur les plus touchés étaient, respectivement, le groupe des agriculteurs et le secteur de la production de pommes de terre, lequel avait été frappé de plein fouet par les restrictions très rigoureuses pesant sur les exportations et par la fermeture du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et de l'alimentation à travers le monde. Le marché des fruits avait été moins touché que le marché des légumes dont les ventes et les prix étaient plus tributaires du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et de l'alimentation. Le Gouvernement avait débloqué des fonds d'urgence COVID pour les pommes de terre, mais une grande partie des stocks excédentaires avait été distribuée aux banques alimentaires. Le deuxième confinement avait été encore plus difficile pour son pays, et les prix avaient continué de baisser, y compris dans le secteur de la viande.

15. La représentante finlandaise, qui présidait la Section spécialisée de la normalisation des plants de pommes de terre, a expliqué que la Section spécialisée avait passé en revue les effets de la pandémie dans plusieurs pays. Dans l'ensemble, la certification des plants de pommes de terre s'était poursuivie dans la plupart des pays, car elle était considérée comme

un service essentiel pendant les périodes de confinement. Toutefois, la pandémie et la fermeture du secteur de l'hôtellerie et de la restauration qu'elle avait entraînée avaient sur le marché de la pomme de terre des effets importants qui, tôt ou tard, se répercuteraient sur le secteur des plants de pommes de terre.

Objectif de développement durable 12 – Recommandations relatives à la détermination des pertes alimentaires au niveau national

16. Les délégations et la Présidente ont remercié le secrétariat pour l'organisation d'une table ronde très instructive et pour le lancement de FeedUP@UN, le 16 novembre 2020, dans le cadre des consultations virtuelles informelles.

17. Le secrétariat, avec le concours d'un consultant, avait préparé une présentation générale sur l'éventuelle élaboration par le WP.7 de recommandations sur les résultats des acteurs de la chaîne d'approvisionnement en matière de pertes alimentaires. Le consultant a observé que, compte tenu de l'accumulation des pertes au long des chaînes d'approvisionnement et des récents effets de la pandémie, les recommandations élaborées par la CEE, un organisme normatif très respecté, en coopération avec le secteur privé, pourraient ouvrir la voie à l'application de principes de responsabilité plus stricts concernant les pertes alimentaires le long de la chaîne d'approvisionnement. Si elles étaient validées par un mécanisme de certification qui reconnaisse pleinement les efforts des acteurs de la chaîne, les recommandations pourraient marquer le début d'un changement des comportements et des principes de responsabilité et conduire au développement du surcyclage ou de la redistribution des denrées alimentaires. La CEE élaborerait des recommandations, tandis que les stratégies concernant leur mise en œuvre et la participation des parties prenantes seraient conçues au niveau national. Les recommandations adoptées au niveau international associées aux contrôles de conformité et à la certification auraient un effet accélérateur et catalyseur sur les mesures prises au niveau mondial pour réduire de moitié les pertes et les déchets alimentaires d'ici à 2030 (objectif de développement durable 12.3) et encourageraient les comportements responsables à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement.

18. En s'appuyant sur les compétences spécialisées du WP.7 et sur des documents existants, tels que le Code de bonnes pratiques et la méthode de mesure du gaspillage alimentaire, et sur FeedUP@UN, les recommandations pourraient couvrir l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. FeedUP@UN et sa technologie de chaîne de blocs étaient un excellent outil pour enregistrer et analyser les résultats sur une certaine période afin d'intervenir de manière aussi précoce que possible et d'élaborer des feuilles de route. Les différentes étapes de la certification pourraient être marquées, entre autres, par des objectifs de réduction des pertes alimentaires ainsi que par des indicateurs de résultats en matière d'empreinte carbone et d'empreinte hydrique qui seraient pris en compte dans le rapport sur les objectifs de développement durable. FeedUP@UN pouvait faciliter l'adoption et l'intégration dans les outils existants et préparer le terrain pour la mise en œuvre d'un système de certification électronique fondé sur des résultats déjà enregistrés.

19. Dans l'ensemble, un système circulaire de ce type pouvait renforcer la transparence et la responsabilité tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire en s'appuyant sur les recommandations relatives aux résultats en matière de pertes alimentaires convenus au niveau international et sur l'utilisation de FeedUP@UN qui était encouragée pour faciliter le repérage, la récupération et la redistribution. Grâce à ce système, les chaînes d'approvisionnement seraient probablement plus nombreuses à mieux se conformer aux objectifs en matière de pertes et de gaspillage alimentaires, à favoriser une production et des flux de déchets plus circulaires, et à mieux faire connaître et développer le surcyclage des produits de la terre et à progresser au regard des cibles des objectifs de développement durable.

20. Plusieurs délégations se sont déclarées favorables à cette initiative. Les débats se sont concentrés sur l'aspect concernant la certification qui pourrait faire partie des systèmes de certification existants. Étant donné que les formalités de certification étaient coûteuses, en particulier pour les petits agriculteurs, d'autres solutions pourraient consister à mettre en place soit des systèmes de garantie participatifs (SGP), soit un cycle entièrement fondé sur le

contrôle et la certification électroniques de la conformité. Les délégations ont relevé que la transparence accrue des résultats en matière de réduction des pertes et du gaspillage alimentaires garantissait un accès et une utilisation universels et améliorerait la mesure des progrès en temps réel. Elles ont aussi relevé que les systèmes fondés sur la technologie des chaînes de blocs, comme FeedUP@UN, étaient très importants à cet égard et ont salué la prise en compte des calculs d'empreinte dans les résultats des acteurs des chaînes d'approvisionnement et dans les rapports sur les objectifs de développement durable.

21. Les délégations ont estimé que les travaux sur ce sujet devraient se poursuivre dans les mois suivants. Pour étendre la portée du débat et les domaines concernés, il a été proposé d'y associer des experts de toutes les sections spécialisées.

Les pertes alimentaires et leur impact sur les ressources naturelles

22. Le secrétariat a présenté le rapport sur les ressources naturelles établi par son groupe chargé des interactions, qui comprenait un chapitre sur les pertes alimentaires et leur impact sur les ressources naturelles. Ce rapport, ainsi que trois autres rapports relatifs aux interactions, seraient présentés à la Commission économique pour l'Europe à sa session 2021. Les délégations ont pris note du rapport du secrétariat qu'ils ont accueilli favorablement ; le rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.unece.org/index.php?id=52639>.

L'économie circulaire

23. La Présidente et le secrétariat ont communiqué des informations aux représentants concernant la session de la Commission économique pour l'Europe de 2021 et son thème – l'économie circulaire et l'utilisation durable des ressources naturelles. Ils ont invité les délégations à réfléchir à la question de savoir si ce modèle économique pouvait être un moyen d'aborder la production, les pertes et le gaspillage alimentaires. D'autres discussions auraient lieu dans les mois suivant les consultations informelles virtuelles.

VI. Activités de renforcement des capacités et de promotion

24. Le secrétariat a fait le point sur les activités de renforcement des capacités et autres menées dans le cadre du projet financé au titre de la onzième tranche du Compte de l'ONU pour le développement des Nations Unies. En raison de la pandémie de COVID-19, seule une manifestation physique avait pu être organisée en 2020 ; elle avait eu lieu dans le cadre du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA) à Berlin. Tous les autres événements prévus avaient été reportés à 2021. Le secrétariat a indiqué que ces contretemps avaient conduit à la réaffectation des fonds et que des efforts accrus avaient été déployés pour développer les outils électroniques. Il a également souligné les résultats positifs d'une évaluation interinstitutions portant sur les effets des activités de renforcement des capacités que la CEE avaient réalisées pendant cinq ans en Asie centrale et a brièvement décrit les retombées économiques, financières, réglementaires et sociales qui en étaient résultées.

25. La représentante allemande a informé les délégations du fait qu'en raison de la pandémie, les cours de formation nationaux avaient été soit annulés soit dispensés dans le cadre de webinaires. Elle a annoncé que la réunion internationale sur le contrôle de la qualité des fruits et légumes se déroulerait de façon virtuelle du 16 au 18 mars 2021 (trois après-midi). Elle a mis en avant quelques éléments du programme qui aborderait également les travaux de la CEE sur les normes, les pertes et le gaspillage alimentaires, ainsi que le Code de bonnes pratiques.

VII. Certificats électroniques de qualité pour les fruits et légumes frais

26. Un représentant du secrétariat du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a apporté aux représentants des informations actualisées sur le certificat de qualité des fruits et légumes frais, élaboré par le CEFACT-ONU, en précisant qu'en 2020, deux sessions d'information avaient été organisées pour la Section spécialisée des fruits et légumes frais. Il a expliqué les modalités d'utilisation et de mise en œuvre des certificats agricoles d'échange transfrontalier (UN/ePhyto et UN/eCITES) qui étaient actuellement mis à l'essai. En raison des modalités de mise en œuvre choisies, les petits pays pouvaient utiliser ces certificats électroniques. L'adoption des certificats étaient favorisée par la vente dans le commerce de systèmes en nuage d'utilisation courante ; il faudrait néanmoins sans doute entre cinq et dix ans pour que la norme UN/eQuality soit largement utilisée. L'intervenant a invité les pays à envisager de recommander l'utilisation de la norme UN/eQuality pour les échanges transfrontières de certificats électroniques et à participer à d'autres réunions dans les mois suivants. Les participants en ont pris note, et les délégations ont été encouragées à prendre contact avec le secrétariat.

VIII. Questions diverses

27. Les délégations ont décidé d'organiser une conférence pendant la session du Groupe de travail en 2021. Il serait décidé du sujet dans les mois suivant les consultations informelles virtuelles. Les délégations étaient invitées à participer activement à l'organisation de cette rencontre.

IX. Élection du Bureau

28. Les délégations ont élu M^{me} Agnieszka Sudol (Pologne) Présidente et M. Bucky Gwartney (États-Unis) Vice-Président. Le résultat de cette élection serait officiellement approuvé dans le cadre d'une procédure d'approbation tacite de la CEE après les consultations informelles virtuelles du WP.7.

X. Clôture de la session

29. Les délégations, la Présidente et le secrétariat ont remercié le Vice-Président sortant du WP.7, M. Guy Lambrechts, pour ses longues années de service en tant que représentant de son pays, pour son action en tant que Vice-Président et pour la part très appréciée qu'il avait prise aux travaux, aux manifestations et aux activités de renforcement des capacités organisés par la Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais et par le Groupe de travail.

30. La Présidente a prononcé la clôture de la réunion et a souligné l'utilité des discussions et de la table ronde. Elle a remercié toutes les sections spécialisées, leurs présidents et vice-présidents pour les travaux menés tout au long de l'année, en particulier dans les circonstances difficiles que l'on connaissait, et a félicité le secrétariat pour l'excellente organisation de toutes les sessions et de la table ronde en ligne.